

COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES  
GENERAL SECRETARIAT

PRESS RELEASE

358th Council meeting

- Economic and Financial Questions -

Brussels, 22 September 1975

President: Mr Emilio COLOMBO,  
Minister of the Treasury of  
the Italian Republic

1047/75 (Presse 97)

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent and reliable data collection processes to support informed decision-making.

3. The third part of the document focuses on the role of technology in enhancing data management and analysis. It discusses how modern software solutions can streamline data collection, storage, and reporting, thereby improving efficiency and accuracy.

4. The final part of the document provides a summary of the key findings and recommendations. It stresses the importance of ongoing monitoring and evaluation to ensure that the data collection and analysis processes remain effective and relevant over time.

The Governments of the Member States and the Commission of the European Communities were represented as follows:

Belgium:

Mr Willy DE CLERQ	Minister for Finance
Mr Fernand HERMAN	Minister for Economic Affairs

Denmark:

Mr Per HARKKERUP	Minister for Economic Affairs
Mr Kurt HANSEN	State Secretary, Ministry for Economic Affairs
Mr Erik HOFFMEYER	Governor of the National Bank

Germany:

Mr Hans APEL	Minister for Finance
Mr Otto SCHLECHT	State Secretary, Ministry for Economic Affairs
Mr Karl-Otto POEHL	State Secretary, Ministry for Finance
Mr Karl KLASSEN	President of the National Bank

France:

Mr Jean-Pierre FOURCADE	Minister for Economic Affairs and Finance
Mr Bernard CLAPPIER	Governor of the Bank of France

Ireland:

Mr Brendan DILLON	Ambassador, Permanent Representative
Mr Charles MURRAY	Secretary-General Ministry for Finance
Mr T.K. WHITAKER	Governor of the Central Bank

Italy:

Mr Emilio COLOMBO                    Minister for the Treasury  
Mr Paolo BAFFI                        Governor of the Bank of Italy

Luxembourg:

Mr Raymond VOUEËL                    Minister for Finance

Netherlands:

Mr W.F. DUISENBERG                    Minister for Finance  
Mr J. ZIJLSTRA                        President of the Bank of the  
Netherlands

United Kingdom:

Mr Edmund BELL                        Paymaster-General

Commission:

Mr François-Xavier ORTOLI            President  
Mr Wulhelm HAFERKAMP                Vice-President

Also present were:

Mr Erik HOFFMEYER                    Chairman of the Committee of  
Governors of the Central Banks  
Mr C.J. OORT                          Chairman of the Monetary Committee  
Mr Silvano PALUMBO                    Chairman of the Co-ordinating  
Committee on Short-term Economic  
and Financial Policies

COMMUNITY EXCHANGE SYSTEM

The Council took formal note of a statement by the Belgian Minister for Finance, Mr Willy DE CLERCQ, on the outcome of a meeting held today between the Finance Ministers and the Governors of the Central Banks taking part in the Community exchange system, the so-called Snake, and a Swiss delegation led by the Swiss Finance Minister and the Governor of the Swiss National Bank.

According to the statement, all the delegations taking part in the meeting agreed unanimously that, in principle, they were in favour of the Swiss franc joining the Snake. They asked the Committee of Governors to continue with all due speed their examination of certain technical problems which still had to be studied in greater depth and to report back to them on this matter at their next meeting.

The Council agreed to continue examining this item at its next meeting.

EURATOM LOANS

The Council examined certain aspects - administration of loans, problems of public guarantees and amount of the loans - of the draft Decision to empower the Commission to issue Euratom loans with a view to a Community contribution to the financing of nuclear power stations.

Following the discussion, the Council instructed the Permanent Representatives Committee to continue examining the draft Decision and to submit a report to it for its next meeting.

ECONOMIC SITUATION IN THE COMMUNITY

The Council briefly discussed the measures already taken or to be taken by the different Member States to stimulate their economies, using a report by the Chairman of the Co-ordinating Committee on Short-term Economic and Financial Policies as a basis.

o

o

o

The next meeting of the Economics and Finance Council will be held on 17 November.

---





**COMMISSION  
DES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

GRUPE DU PORTE-PAROLE

Bruxelles , le 29 septembre 1975  
MvD/be

remis au télex : 1745h

PRIORITE P 1

Note BIO(75) 275 aux Bureaux Nationaux  
cc. aux Membres du Groupe et à MM. les Directeurs Généraux des DG I et X

Préparation du Conseil Finances du 22.9.1975

Le Vice-Président Haferkamp a commenté aujourd'hui, lors d'une conférence de presse, l'ordre du jour du Conseil de lundi qui débutera à 14.30 h.

1. Association du Franc suisse au serpent

M. Haferkamp a estimé - étant donné que tous les détails techniques ont été résolus ces derniers mois - qu'il ne reste au Conseil qu'à prendre une décision politique. La transformation de cette décision politique dans la pratique pourrait se faire dans les prochains 15 jours. Si le Franc suisse devait participer au système communautaire, M. Haferkamp, au nom de la Commission, s'en féliciterait, puisque la zone de stabilité relative que représente le système communautaire de change comprendrait une monnaie importante. Etant donné que la Norvège, la Suède et, dans une autre forme aussi l'Autriche, participent à ce système monétaire, cette zone comporterait un groupe de pays qui échangent plus de 50 % de leur commerce extérieur entre eux.

M. Haferkamp a annoncé que ses services sont en train d'étudier un système de "bon voisinage" avec les monnaies des pays de la Communauté qui ne participent pas au serpent. Il entend soumettre une proposition à la Commission à ce sujet avant la fin de l'année.

2. Emprunt Euratom

M. Haferkamp espère que le Conseil arrivera à une décision de principe concernant les emprunts Euratom. La Commission réclame cet instrument de financement pour promouvoir les centrales électriques nucléaires dans le cadre de la politique énergétique. Interrogé sur l'emprunt communautaire, M. Haferkamp a exprimé son vif regret que le Conseil ait raté ses chances pour obtenir quelques centaines de MUC sur le marché international des capitaux à des bonnes conditions. Après les contacts qu'il a eus au Vénézuéla, le Conseil a laissé passer trop de temps dans des longues discussions. Le Vénézuéla a fait savoir à M. Haferkamp qu'il ne lui était plus possible de placer 500 millions de dollars dans la Communauté, montant qui était offert à un intérêt de moins de 8 %.

3. Situation conjoncturelle

Enfin, le Conseil va procéder à un échange de vues sur la politique conjoncturelle. M. Haferkamp a rappelé la dernière évolution. Le 23.7., la Commission a envoyé une recommandation aux gouvernements des pays membres pour des mesures de relance. Au mois d'août, dans une série de réunions, les programmes nationaux ont été coordonnés et complétés. Les Ministres des Finances ont décidé le 24.8. à Venise que les impulsions pour la relance économique devraient être introduites dans tous les pays de la Communauté, sauf la Grande-Bretagne et l'Irlande, d'une façon coordonnée. Les pays membres ont suivi ces engagements, bien que dans quelques pays, des procédures parlementaires soient encore en cours.

Des implications internationales ont été également évoquées à Venise. Sur la base de cet accord, des progrès ont été réalisés au FMI et à la session de l'ONU, concernant les matières premières.

./.

Bien que beaucoup de données chiffrées nous manquent encore, à cause de la période des vacances, pour porter un jugement valable, M. Haferkamp a attiré l'attention sur les éléments positifs aux Etats Unis et le programme de relance au Japon. Pour la Commission, il a déclaré qu'il serait préférable d'attendre les résultats des mesures prises par les gouvernements et de les renforcer au cas de besoin, au lieu de prendre des mesures trop fortes qui risqueraient d'avoir des conséquences inflationnistes. Si les mesures de relance devaient pousser le taux d'inflation très haut, les gouvernements devraient les freiner très vite, ce qui se traduirait dans une politique de "stop and go" avec toutes les conséquences fâcheuses pour la confiance qui doit se rétablir pour soutenir une véritable relance de la conjoncture.

---

Amitiés,

  
Manuel SANTARELLI

Bruxelles ..... le 22 septembre 1975  
MvD/10

Remis au télex: 19h 10

PRIORITE "P 1"

Note BIO(75) 275 (suite 1 et fin) aux Bureaux nationaux  
c.c. aux Membres du Groupe et à MM. les Directeurs généraux des DG I et X

---

CONSEIL FINANCES

1. Association du Franc suisse au serpent

Le ministre belge, M. de Clercq, a présenté au Conseil un communiqué de la séance des ministres du serpent avec la délégation suisse de ce matin. Ce communiqué dit que les ministres du serpent, sont convenus unanimement qu'ils sont en principe en faveur de l'adhésion du Franc suisse au serpent. M. Haferkamp s'est félicité de cet accord au niveau politique et a exprimé son espoir que l'adhésion se réalise bientôt pour renforcer la zone de stabilité, mais il a demandé au Conseil que les ministres du serpent agissent avec la Suisse en tenant compte des intérêts des pays de la Communauté non représentés dans le serpent.

2. Emprunt Euratom

Le dossier a dû être reporté au prochain Conseil, sur demande de la délégation allemande. M. Haferkamp a exprimé sa sérieuse déception que, une fois de plus, le Conseil, après une discussion de 11 mois sur tous les niveaux, a fait preuve de son incapacité de décision.

3. Situation conjoncturelle

Le Conseil a entendu plusieurs rapports sur les divers programmes de relance sans prendre des décisions.

4. Divers

Le ministre des Pays-Bas, M. Duisenberg, a demandé à la Commission de présenter une proposition concernant l'unité de compte pour le budget. Le ministre a déclaré ce problème comme extrêmement urgent. Le ministre britannique, par contre, a fait savoir qu'une décision rapide lui paraissait très difficile. M. Haferkamp a annoncé la présentation d'un document, sans donner des détails techniques, qui pourrait servir préalablement à la discussion au Conseil sur les orientations politiques, qui nécessitent l'introduction d'une nouvelle unité de compte du type "panier".

5. Prochain Conseil

Le Conseil a décidé de se réunir seulement le 17 novembre, en ignorant son propre règlement, qui demande une réunion tous les mois.

Amitiés,

M. SANTARELLI

